

journal gratuit

numéro 0
mars 2016

droit à la belle ville

des habitant·e·s de Belleville

en lutte pour leur quartier et le monde

Un journal par les habitant·e·s de Belleville

Nous, collectif Droit à la (Belle)ville, vous proposons ce journal. Nous espérons qu'il pourra relayer la parole des habitant·e·s et habitué·e·s de Belleville, la parole de celles et ceux qui veulent construire la ville tou-te-s ensemble. Nous sommes un groupe d'habitant·e·s et voisin·e·s du quartier de Belleville, préoccupé·e·s par la cherté croissante des loyers et des commerces, et bien décidé·e·s à y résister et à développer des alternatives. La ville chère oblige de plus en plus de gens à quitter le quartier et défait les liens de voisinage et d'amitié qui ont toujours fait la vraie richesse de Belleville. Nous espérons allier tou-te-s les habitant·e·s des quartiers de Belleville qui exigent le droit à la ville, qui est le droit de faire ensemble une ville pour toutes et tous.

mémoire
145^e

anniversaire de la Commune de Paris

Le 18 mars 1871 débutait dans l'est parisien une expérience unique qui a marqué les mouvements d'émancipation du monde entier : la Commune de Paris. Pendant deux mois, les habitant·e·s ont géré la ville et leurs vies dans une forme de démocratie radicale.

Cette insurrection populaire est encore une source d'inspiration dans nos combats pour le droit à la ville pour toutes et tous.

nos actions

Cartographies participatives des résistances à Belleville

Le 23 novembre 2015, le collectif "Droit à la (Belle)ville" a organisé et animé un atelier de cartographies participatives avec la CRI (Coordination des Résistances et Initiatives), qui regroupe plusieurs collectifs.

Ce premier atelier avait pour objectif de fédérer les résistances, luttes et projets qui oeuvrent pour une ville par et pour ses habitant·e·s. Nous avons identifié sur la carte des espaces et des lieux qui résistent à des projets imposés et créent des alternatives à la ville marchande.

Le travail collectif, les différents parcours de chaque habitant·e et le relevé des mémoires populaires dans nos territoires font partie de cette démarche.

Dans un deuxième temps, on a identifié les processus de spéculation, de gentrification et de rénovation urbaine, qui expulsent les habitant·e·s de Belleville, surtout les plus pauvres et précaires.

Venez participer à la prochaine séance de cartographie participative le 23 avril dans le parc de Belleville à 15h devant la Maison de l'air.



nos actions

Voix Voisines

Ce vendredi 11 mars nous avons installé une table devant la Maison du Bas Belleville pour rencontrer les habitant·e·s et habitué·e·s et savoir comment elles/ils vivent leur quartier, ce qui leur plaît, ce qui ne va pas/plus, les difficultés éprouvées.

Cette première rencontre du collectif Droit à la (Belle)ville avec les habitant·e·s et passant·e·s nous montre d'abord l'intérêt qu'elles et ils peuvent avoir à parler de la vie du quartier, des relations entre habitant·e·s, mais aussi avec les institutions (la mairie, les maisons de quartier, etc.)

Les réponses ont fait honneur à la belle diversité du quartier. La saleté semble inquiéter plus que l'arrivée de nouveaux magasins, même si la plupart des gens constate que ces boutiques ne sont pas tout-à-fait à la portée de leur bourse. Pour tout le monde, la mixité est un atout et la plupart se sent en sécurité ; une habitante depuis 40 ans nous a fait part du fait que parfois "on" en fait trop sur les problèmes d'insécurité et qu'il fait encore "bon vivre" à Belleville !

Au niveau des loyers il y a un constat partagé d'augmentation du prix et de détérioration des bâtiments qui n'est pas suivie de travaux de rénovation. Il y a eu des expulsions de familles qui n'ont pas été relogées et se sont retrouvées en détresse évidente. Une habitante a cité l'exemple d'une famille de 3 personnes entassées dans 52 m².

Certain·e·s voisin·e·s déplorent, dans ce contexte, la disparition progressive des loyers 48. Il n'y a plus assez de HLM disent-elles/ils, et l'accès aux logements sociaux est de plus en plus compliqué.

Un cas grave de délogement à cause de travaux de désamiantage est dénoncé par une voisine directement concernée : il s'agit du logement Paris Habitat 34/48 rue Piat. Elle nous fait part de son inquiétude car personne ne s'est engagé auprès des familles pour un relogement dans les mêmes conditions d'habitation. Affaire à suivre !